Kagame au double visage

Le Vif/L'Express, 06 aoÃ»t 2010Le 9 aoÃ»t prochain, l'Ã©lection prÃ©sidentielle au Rwanda devrait consacrer pour un second terme Paul Kagame, champion du dÃ©veloppement pour les uns, impitoyable dictateur pour les autres.Par FranÃ§ois Janne D'OthÃ©eAu lieu de bourrer les urnes, on peut aussi les allÃ©ger. Paul Kagame est tellement assurÃ© de gagner haut la main l'Ã©lection prÃ©sidentielle du 9 aoÃ»t que les autoritÃ©s pourraient Ãªtre tentÃ©es de raboter son score pour le rendre plus crÃ©dible. Cela s'Ã©tait dÃ©jÃ produit en 2008, avec la victoire du Front patriotique rwandais (FPR, le parti au pouvoir) lors des lÃ©gislatives. Cette fois-ci encore, l'ancien chef rebelle n'a rien Ã craindre. Ses challengers sont en prison, en exil ou, comme Victoire Ingabire, assignÃ©s Ã rÃ©sidence, tandis que les trois concurrents dÃ©clarÃ©s ne sont que des figurants dÃ©pÃªchÃ©s par le systÃ¨me en place pour donner l'illusion d'une Ã©lection dÃ©mocratique.
La rÃ©Ã©lection, pour sept ans, de Kagame devra beaucoup Ã la peur. Celle des rescapÃ©s du gÃ©nocide, qui voient en l'ex-rebelle le sauveur de la nation et le protecteur de la minoritÃ© tutsi. Celle de la majoritÃ© des citoyens, embrigadÃ©s dans un systÃ¨me FPR qui quadrille le pays jusqu'aux collines les plus reculÃ©es. Les meetings Ã©lectoraux de Kagame, qui rassemblent des foules gigantesques (150 000 personnes Ã Byumba le 2 aoÃ»t !), ne doivent pas faire illusion. Â« Les gens sont obligÃ©s d'y assister, on les y emmÃ¨ne avec les camions de l'Etat, tÃ©moigne Esther (1), une opposante tutsi. Ils s'y rendent comme ils se rendent chaque dernier samedi du mois Ã l'umuganda (travaux collectifs obligatoires). Ils devront montrer au retour dans leur village le cachet prouvant qu'ils ont votÃ©. Â» La campagne a Ã©tÃ© marquÃ©e par de sÃ©rieux incidents, signe que cette deuxiÃ¨me Ã©lection post-gÃ©nocide s'inscrit dans un climat plus tendu qu'en 2003. Attentats Ã la grenade, assassinats d'un journaliste et d'un transfuge du FPR, tentative d'assassinat contre un gÃ©nÃ©ral en exil... A Kigali, la presse est bÃ¢illonnÃ©e, les opposants, arrÃªtÃ©s ou intimidÃ©s, et l'Â« idÃ©ologie gÃ©nocidaire Â», brandie comme prÃ©texte pour Ã©liminer des gÃªneurs. Pourquoi tant de nervositÃ©, alors que Kagame est assurÃ© de sa victoire ? Une des raisons principales : le discours d'opposition n'est plus confinÃ© aux milieux en exil, il rÃ©sonne dÃ©sormais au cÅ“ur mÃªme de la capitale rwandaise. L'opposition hutu semble cependant moins menaÃ§ante pour le rÃ©gime que les rivalitÃ©s au sein mÃªme du pouvoir tutsi, avec en arriÃ¨re-fond certains clivages claniques qui datent de la royautÃ©. Il ne se passe plus une semaine sans qu'un officier de haut rang ou un directeur soit arrÃªtÃ© ou mutÃ©. DÃ¨s qu'un individu semble prendre trop d'ascendant, il devient suspect. MÃªme si, en apparence, tout semble calme dans les rues, la paranoÃ¯a est omniprÃ©sente. Le Rwanda est comme le lac Kivu : calme en surface, mais avec des poches de gaz prÃªtes Ã exploser Ã tout moment. Le prÃ©sident Kagame lui-mÃªme est un personnage au double visage. D'un cÃ´tÃ©, le visionnaire qui a donnÃ© Ã son pays une impulsion unanimement saluÃ©e par les bailleurs de fonds. La croissance est Ã 6 %, l'espÃ©rance de vie et le taux d'alphabÃ©tisation sont en augmentation. Le Rwanda figure parmi les 10 pays africains les moins corrompus. Dans la capitale (dÃ©sormais noyautÃ©e par l'Ã©lite tutsi), les tours se construisent et les avenues s'Ã©largissent. Partout dans le pays, et mÃªme le long des pistes, des creuseurs percent les tranchÃ©es pour la fibre optique, qui fera du Rwanda un des pays les plus connectÃ©s du continent. L'homme a Ã©galement aboli la peine de mort et relÃ¢chÃ© des milliers de prÃ©sumÃ© gÃ©nocidaires. EuropÃ©ens peu critiques Mais Kagame prÃ©sente une autre face. Le dictateur qui impose un modÃ¨le de sociÃ©tÃ© sans la moindre concertation, oubliant que les paysans ne se nourrissent pas d'Internet. Le revanchard qui veut effacer jusque dans la toponymie trente-cinq annÃ©es de domination hutu. Le chef qui mÃ©prise avec une arrogance rare ceux qui prÃ©tendent discuter son pouvoir. Le regard du longiligne prÃ©sident peut Ã©galement se faire glacial lorsqu'on ose aborder la question des massacres commis par le FPR en 1994 et qui n'ont jamais Ã©tÃ© sanctionnÃ©s par le Tribunal international d'Arusha, pourtant compÃ©tent en la matiÃ¨re. TÃ©tanisÃ©s par l'homme fort du Rwanda, les EuropÃ©ens, qui traÃ®nent comme un boulet leur inaction pendant le gÃ©nocide de 1994, travaillent la main dans la main avec le rÃ©gime. Certains ambassadeurs participent mÃªme Ã l'entreprise de dÃ©crÃ©dibilisation de l'opposition, en avanÃ§ant qu'il n'y a pas d'alternative Ã Kagame. De Bill Clinton, qui a lancÃ© des projets dans le pays, Ã Tony Blair, devenu son conseiller, nombreux sont ceux qui continuent de voir en l'ex-rebelle le modÃ¨le du Â« nouveau leader africain Â», mais qui, au terme du prochain mandat, totalisera tout de mÃªme vingt-trois ans Ã la direction du Rwanda. Curieusement, l'UE n'enverra pas de mission d'observateurs pour surveiller le scrutin, alors qu'elle vient d'en envoyer une au Burundi. Â« Nous avons dÃ» faire des choix Â», justifie-t-elle. En 2003, les observateurs avaient relevÃ© plusieurs irrÃ©gularitÃ©s, mais Louis Michel, alors ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res, les avaient balayÃ©es d'un revers de la main. En 2008, certaines sources ont rapportÃ© que le chef de la mission d'observation, un Britannique homosexuel, aurait nouÃ© un Ã©trange deal : une Ã©dulcoration du rapport d'Ã©valuation en Ã©change d'un adoucissement d'un projet de loi rÃ©primant l'homosexualitÃ©... Aujourd'hui, le vent est en train de tourner. L'UE s'est officiellement inquiÃ©tÃ©e de la tournure des Ã©vÃ©nements au Rwanda, sans toutefois exercer de sanctions financiÃ¨res. Or seul ce type de pression a des chances de rÃ©ussir dans un pays qui dÃ©pend Ã 60 % de l'aide extÃ©rieure. RÃ©cemment, Kagame a subi une gifle en Espagne : sous la pression d'ONG qui ont rappelÃ© l'assassinat toujours impuni de missionnaires espagnols, le Premier ministre Zapatero a refusÃ© de coprÃ©sider avec lui une rÃ©union de l'ONU. Une premiÃ¨re. Les Occidentaux commencent Ã comprendre qu'Ã trop vouloir sacrifier les libertÃ©s dÃ©mocratiques sur l'autel du dÃ©veloppement, on ne fait que rÃ©Ã©diter les erreurs du passÃ©. (1) Nom d'emprunt.